

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	7
Avant-propos	9
Préface.....	13
Principales abréviations	15
Sommaire	17
Introduction générale	19

PREMIÈRE PARTIE COMPLEXITÉ DE LA GESTION DES DÉBITEURS PUBLICS

Titre 1 : La politique de paiement de la dette publique intérieure	33
Chapitre 1 : Audit de la dette publique intérieure.....	35
Section 1 : L'estimation de la dette publique intérieure	36
Section 2 : La dette publique intérieure cachée.....	38
I. Dettes nées des garanties financières étatiques	38
II. Dettes des unités infranationales ou décentralisées	42
Chapitre 2 : Régime de paiement de la dette publique domestique.....	43
Section 1 : La procédure d'exécution des dépenses publiques	46
I. Phase administrative de l'exécution de la dépense publique	46
II. Phase comptable de l'exécution de la dépense publique	48
Section 2 : L'inexécution des engagements financiers dans le secteur public.....	49
I. Allongement des délais d'exécution des paiements.....	49
II. Techniques d'apurement de la dette	52
A. La réévaluation et la décote de la dette publique intérieure	53
1. Réévaluation de la dette.....	53
2. Décote de la dette.....	55
B. La contestation des méthodes d'apurement de la dette domestique.....	56
1. Absence de base légale	56
2. Conséquences économiques des méthodes d'apurement de la dette interne.....	58
Titre 2 : Les obstacles structurel et juridique au paiement de la dette publique intérieure	59
Chapitre 1 : Obstacles structurels	61
Section 1 : Les obstacles structurels imputables aux débiteurs publics	62
I. Facteurs financiers : l'insolvabilité des États de l'OHADA.....	62

II. Facteurs techniques et humains.....	65
A. Les facteurs techniques.....	65
1. Méthode de gestion des dépenses publiques.....	65
2. Optimisation de la dette par la rétention des paiements	66
B. Les facteurs humains	68
1. Conditions de travail et compétence des agents du trésor public	68
2. Corruption des agents du trésor public	69
Section 2 : Les obstacles structurels imputables aux acteurs du secteur privé.....	70
I. Non-maîtrise de la procédure d'exécution des dépenses publiques.....	71
II. Incapacité des créanciers à choisir une procédure de recouvrement.....	72
A. La concurrence des tribunaux administratifs et des juridictions	
judiciaires	72
B. La clé de répartition des compétences.....	73
Chapitre 2 : Obstacles juridiques	75
Section 1 : Le statut des débiteurs publics	78
I. Interdiction de saisir les biens des débiteurs publics	79
II. Privilèges de l'immunité d'exécution : le droit de ne pas payer les	
créanciers.....	79
Section 2 : Les bénéficiaires de l'immunité d'exécution	82
I. <i>Numerus clausus</i> des personnes bénéficiaires de l'immunité d'exécution.....	82
A. Les personnes morales de droit public	82
B. Les entreprises publiques	83
II. Étendue de l'immunité d'exécution	85
A. L'hétérogénéité des pratiques dans les États de l'OHADA.....	85
B. L'harmonisation des pratiques par la CCJA	86
1. Position de la CCJA	86
2. Contestations de l'interprétation extensive de l'article 30 de	
l'AUVE.....	89
a. Contestation tirée des incohérences du législateur de	
l'OHADA.....	89
b. Contestation tirée de l'inobservation par la CCJA des	
principes d'interprétation des lois et du droit OHADA	92

SECONDE PARTIE

TRAITEMENTS DES DÉBITEURS PUBLICS

Titre 1 : L'édification d'un nouveau cadre juridique et économique	101
Chapitre 1 : Réforme du statut des débiteurs publics	103
Section 1 : Le droit Français et les <i>Best Practices</i> en Afrique	105
I. Droit français.....	106
A. Le régime d'exécution spécifique.....	106
B. L'autorisation de l'astreinte	107

II. <i>Best Practices</i> en Afrique.....	108
A. L'arrimage du régime juridique des entreprises publiques sur celui des entreprises privées.....	109
B. Les limites de la réforme du statut des entreprises publiques	110
Section 2 : Les enseignements de la pratique américaine	111
Chapitre 2 : Réformes structurelles	115
Section 1 : L'amélioration de la solvabilité des États.....	116
I. Augmentation des ressources financières.....	116
A. La valorisation domestique des matières premières.....	116
B. La recherche de la performance fiscale	117
II. Obstacles à la fiscalisation des TPE.....	119
A. La concentration des TPE dans le secteur informel	119
B. Les causes de la concentration des TPE dans le secteur informel.....	121
1. Conditions inappropriées de création et de financement des entreprises	121
2. Réticence des acteurs de l'économie informelle aux taxes.....	122
III. Levée des obstacles à la fiscalisation du secteur informel	124
A. L'exigence de services publics de base	124
B. La levée des obstacles à la création et au développement des entreprises.....	125
1. Suppression du capital social et du formalisme à la constitution des entreprises.....	125
2. Soutiens financiers et protection du tissu économique local	129
Section 2 : Le renforcement des capacités techniques et humaines des acteurs publics.....	132
I. Mesures de renforcement des capacités techniques.....	132
A. La simplification de la procédure d'exécution des dépenses publiques.....	132
B. Les règles et outils de bonne gestion des dépenses publiques.....	133
II. Renforcement des capacités humaines et lutte contre la corruption	135
A. La formation des agents publics	135
B. La lutte contre la corruption	136
1. Baromètre de la corruption dans les États de l'Union africaine et de l'OHADA.....	136
2. Évasion des fonds publics dans les États de l'OHADA	138
3. Adoption de législations répressives	140
Titre 2 : Les stratégies de protection des créanciers	143
Chapitre 1 : Prévention du risque de non-paiement de la dette publique intérieure	145
Section 1 : Le paiement anticipé	146
I. Étendue du paiement anticipé	147
A. Le paiement anticipé partiel	147

B. Le paiement anticipé intégral	148
II. Garanties du remboursement des paiements anticipés	148
Section 2 : La renonciation à l'immunité d'exécution	149
I. Techniques d'abandon de l'immunité d'exécution	150
A. La pratique conventionnelle expresse	150
B. La pratique conventionnelle tacite	151
1. Recours à l'arbitrage	151
2. Paralysie de l'immunité d'exécution	152
a. Paralysie de l'immunité d'exécution dans le commerce international.....	152
b. Paralysie de l'immunité d'exécution dans le commerce domestique	156
II. Effet du renoncement à l'immunité d'exécution	158
A. La saisie des biens des personnes publiques	158
1. Pratique des mesures conservatoires.....	158
2. Pratique des mesures d'exécution forcée.....	160
B. La saisie des biens des débiteurs publics situés à l'étranger	161
1. Avantages de la saisie des biens des États situés à l'étranger.....	161
2. Les conditions de la saisie des biens des États situés à l'étranger....	163
Chapitre 2 : Traitement curatif du stock de la dette publique intérieure.....	167
Section 1 : Le règlement amiable de la dette publique intérieure	168
I. Négociation du paiement.....	169
A. La direction des négociations	169
1. Acteurs de la négociation.....	169
2. Outils et stratégies de la négociation	170
a. Mise en évidence de l'intérêt des États à payer leurs créanciers.....	171
b. Perturbations du fonctionnement de l'État.....	171
B. L'efficacité des négociations.....	172
II. Recours à la compensation légale de dettes	173
A. L'admission de la compensation de dettes.....	174
1. Droit à compensation entre dettes et créances des personnes publiques	175
2. Exercice du droit à compensation de dettes.....	175
B. Les conditions d'application de la compensation de dettes.....	177
1. Réciprocité des dettes	177
2. Caractères certain, liquide et exigible des dettes	178
C. L'effectivité de la compensation de dettes.....	180
1. Hostilité des États de l'OHADA.....	180
2. Conflit entre le droit OHADA et le droit communautaire de la comptabilité publique	181
Section 2 : Le transfert de créances.....	184
I. Nantissement domestique des créances issues des marchés publics.....	184

A. Les conditions d'efficacité du nantissement domestique des créances publiques.....	185
B. Les effets du nantissement de la créance publique	187
1. Subrogation du créancier nanti dans les droits du constituant.....	187
2. Obstacles au paiement exclusif du créancier nanti	188
II. Cession internationale des créances publiques	190
A. Les conditions de validité de la cession internationale des créances publiques.....	191
B. Les nouveaux rapports créés par la cession internationale des créances	193
1. Rapport cédant et cessionnaire	193
2. Effets de la cession sur le débiteur cédé.....	194
3. Opposabilité de la cession entre réclameurs concurrents.....	195
Conclusion générale.....	197
Annexes	207
Bibliographie	213
Index alphabétique.....	231
Table des matières	235